



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session

Point 104 de l'ordre du jour provisoire*

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 11 de sa résolution 69/81 intitulée « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires », l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, un rapport sur les efforts faits par les États qui avaient ratifié le Traité pour parvenir à l'universalisation de ce dernier et sur la possibilité de fournir aux États qui en faisaient la demande une assistance concernant les formalités de ratification, qu'il lui présenterait à sa soixante-dixième session.

2. Le présent rapport est soumis en réponse à cette demande. Les informations fournies sur le sujet par la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires figurent en annexe.

* A/70/150.



Annexe

Rapport sur les activités entreprises par les États pour parvenir à l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires^a

Juin 2014-mai 2015

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
1. Niveau bilatéral			
1 a) Activités relatives aux États visés à l'annexe 2			
Argentine	Juin 2014-mai 2015	L'Argentine n'a pas manqué une occasion de souligner qu'il fallait que le Traité entre en vigueur et d'insister pour qu'il soit signé et ratifié par les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait.	
Arménie	Juin 2014-mai 2015	L'Arménie a engagé les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité. Elle a également engagé les États visés à l'annexe 2 qui avaient signé, mais pas encore ratifié le Traité à le ratifier pour garantir son entrée en vigueur.	
Belgique	Juin 2014-mai 2015	La Belgique, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé le plan d'action de l'Union européenne et a systématiquement évoqué l'importance de la signature et de la ratification du Traité pour en garantir l'entrée en vigueur lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2, notamment à un haut niveau.	
Brésil	Juin 2014-mai 2015	Le Brésil n'a manqué aucune occasion d'évoquer l'importance de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des représentants des États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié. Le Brésil a également évoqué la question de la ratification du Traité dans ses consultations bilatérales sur le désarmement et la non-prolifération avec certains des États visés à l'annexe 2.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Bulgarie	Juin 2014-mai 2015	La Bulgarie n'a pas manqué une occasion d'évoquer la question de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2.	
Costa Rica	Juin 2014-mai 2015	Le Costa Rica a insisté sur le fait qu'il importait de signer et de ratifier le Traité pour en garantir l'entrée en vigueur et d'achever la mise en place du système de surveillance international lors de ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité.	
Fédération de Russie	Juin 2014-mai 2015	<p>L'entrée en vigueur du Traité a continué de compter au nombre des principaux objectifs prioritaires de la politique étrangère de la Fédération de Russie. La Fédération de Russie a déployé des efforts soutenus pour faire du Traité l'un des éléments clefs du système international juridiquement contraignant en matière de sécurité. La Fédération de Russie a continué de promouvoir activement le Traité lors de ses réunions bilatérales, en particulier avec les États visés à l'annexe 2, et a plaidé en faveur d'une adhésion rapide au Traité.</p> <p>La Fédération de Russie a appuyé les activités du Groupe des personnalités éminentes, où siège le Président du Conseil russe pour les affaires internationales et ancien Ministre des affaires étrangères, Igor S. Ivanov.</p> <p>La Fédération de Russie a soutenu avec force l'idée d'un moratoire sur les essais nucléaires tout en reconnaissant que cette mesure, aussi pertinente soit-elle, ne pouvait en aucune façon se substituer à la réalisation de l'objectif ultime, à savoir l'entrée en vigueur du Traité.</p> <p>La perspective de l'entrée en vigueur du Traité et les efforts déployés par la Fédération de Russie à cet effet ont été au centre des débats lors de la réunion, le 20 novembre, entre le Ministre des</p>	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, et le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'objectif fondamental de la politique de la Fédération de Russie a été de faciliter l'entrée en vigueur du Traité et de poursuivre le dialogue avec les huit États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité.	
Finlande	Juin 2014-mai 2015	La Finlande a insisté sur l'importance d'une ratification rapide du Traité par les États visés à l'annexe 2 dans ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité.	
France	Juin 2014-mai 2015	La France n'a manqué aucune occasion de souligner qu'il importait de signer et de ratifier le Traité dès que possible lors de ses réunions bilatérales avec des États qui ne l'avaient pas encore fait, dont ceux visés à l'annexe 2.	
Grèce	Juin 2014-mai 2015	La Grèce a insisté sur l'importance d'une entrée en vigueur rapide du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2.	
Hongrie	Juin 2014-mai 2015	La Hongrie a évoqué l'importance de l'entrée en vigueur du Traité lors de ses réunions bilatérales au niveau ministériel ou en-deçà avec plusieurs États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité.	
Italie	Juin 2014-mai 2015	L'Italie a rappelé l'importance d'une entrée en vigueur rapide du Traité dans ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2.	
Japon	Juin 2014-mai 2015	Le Japon n'a pas manqué une occasion d'encourager les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité lors de ses réunions bilatérales politiques ou officielles avec leurs représentants.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Luxembourg	Juin 2014-mai 2015	Le Luxembourg, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé la stratégie de l'Union européenne et a rappelé, durant ses réunions bilatérales, notamment de haut niveau, aux États visés à l'annexe 2 qu'il était important de signer et de ratifier le Traité et d'en assurer l'entrée en vigueur.	
Mexique	Juin 2014-mai 2015	Le Mexique n'a eu de cesse d'insister sur le fait qu'il importait que les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait signent et ratifient le Traité pour que celui-ci entre en vigueur.	
Mongolie	Octobre 2014	Le Président de la Mongolie a précisé lors de sa réunion, le 15 octobre, avec le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires que la Mongolie attachait une importance particulière à la question de la République populaire démocratique de Corée, avec laquelle son pays entretenait d'excellentes relations bilatérales, et a déclaré rester déterminé à travailler sans relâche pour engager ce pays dans le dialogue et les pourparlers internationaux.	
Norvège	Juin 2014-mai 2015	La Norvège a continué d'évoquer la question de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des États visés à l'annexe 2.	
Philippines	Juin 2014-mai 2015	Les Philippines n'ont pas manqué une occasion de promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité lors de ses entretiens bilatéraux avec des États visés à l'annexe 2.	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Juin 2014-mai 2015	Le Royaume-Uni a régulièrement évoqué des questions relatives au Traité avec des États visés à l'annexe 2, à savoir la Chine, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique, l'Inde et Israël.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Suisse	Juin 2014-mai 2015	La Suisse a engagé les États visés à l'annexe 2 à ratifier le Traité lors de ses entretiens bilatéraux annuels avec leurs représentants.	
Turquie	Juin 2013-Mai 2014 ^b	La Turquie n'a manqué aucune occasion de promouvoir le Traité lors de ses réunions et entretiens bilatéraux avec des États visés à l'annexe 2 et a insisté sur l'importance de son entrée en vigueur.	
	Juin 2014-mai 2015	La Turquie n'a manqué aucune occasion de promouvoir le Traité et d'insister sur l'importance de son entrée en vigueur dans ses réunions et entretiens bilatéraux avec des États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité.	
Union européenne	Juin 2014	L'Union européenne a évoqué la question du Traité lors de son dialogue avec le Pakistan sur la non-prolifération et le désarmement, le 16 juin 2014, à Islamabad.	
	Janvier 2015	L'Union européenne a évoqué la question du Traité lors de son dialogue avec l'Égypte sur la non-prolifération et le désarmement, les 20 et 21 janvier 2015, au Caire.	
	Avril 2015	L'Union européenne a évoqué la question du Traité lors de son dialogue avec Israël sur la non-prolifération et le désarmement, le 14 avril 2015, à Jérusalem.	
1 b) Activités relatives aux États autres que ceux visés à l'annexe 2			
Argentine	Juin 2014-mai 2015	L'Argentine n'a manqué aucune occasion de rappeler dans toutes les instances pertinentes qu'il fallait que le Traité entre en vigueur dès que possible et que tous les États y adhèrent sans conditions préalables.	
Belgique	Juin 2014-mai 2015	La Belgique, à la fois sur le plan bilatéral et en sa qualité de membre de l'Union européenne, a appuyé le plan d'action de l'Union européenne et a systématiquement évoqué l'importance de la	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		signature et de la ratification du Traité pour en garantir l'universalisation lors de ses réunions bilatérales, notamment de haut niveau, avec des représentants d'États autres que ceux visés à l'annexe 2.	
Brésil	Juin 2014-mai 2015	Durant la période considérée dans le rapport, le Brésil n'a manqué aucune occasion d'évoquer l'importance de la signature et de la ratification du Traité dans ses réunions bilatérales avec des États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié.	
Bulgarie	Juin 2014-mai 2015	La Bulgarie a systématiquement évoqué l'importance du Traité et plaidé en faveur de son entrée en vigueur rapide dans ses réunions bilatérales, notamment de haut niveau, avec des représentants d'États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié. En tant que membre de l'Union européenne, la Bulgarie a appuyé les activités menées par l'Union européenne pour encourager des États autres que ceux visés à l'annexe 2 à signer et à ratifier le Traité.	
Costa Rica	Juin 2014-mai 2015	Le Costa Rica a souligné qu'il était important de signer et de ratifier le Traité pour que celui-ci puisse entrer en vigueur et d'achever le système de surveillance international dans ses réunions bilatérales avec des États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié.	
Émirats arabes unis	Novembre 2014	Les Émirats arabes unis ont reçu en visite officielle le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Celui-ci a rencontré le Ministre des affaires étrangères, le cheik Abdullah bin Zayed al Nahyan, pour évoquer la poursuite de la collaboration entre les Émirats arabes unis et la Commission préparatoire.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Fédération de Russie	Juin 2014-mai 2015	La Fédération de Russie a continué d'œuvrer en faveur de l'universalisation du Traité.	
Finlande	Juin 2014-mai 2015	La Finlande a évoqué l'importance d'une ratification rapide du Traité lors de ses réunions bilatérales avec plusieurs États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié.	
France	Juin 2014-mai 2015	La France n'a manqué aucune occasion de rappeler qu'il était important de signer et de ratifier le Traité dès que possible lors de ses réunions bilatérales avec des États qui ne l'avaient pas encore fait.	
Grèce	Juin 2014-mai 2015	La Grèce a insisté sur l'importance de la signature et de la ratification du Traité et de son universalisation dans ses réunions bilatérales avec des États autres que ceux visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore signé ou ratifié.	
Hongrie	Juin 2014-mai 2015	La Hongrie n'a manqué aucune occasion d'insister sur le fait qu'il importait de signer et de ratifier le Traité lors de ses réunions bilatérales avec des États autres que visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait.	
Italie	Juin 2014-mai 2015	L'Italie n'a manqué aucune occasion d'encourager des États autres que ceux visés à l'annexe 2 de ratifier le Traité, en particulier lors de démarches faites avec d'autres États du Groupe des Sept.	
Japon	Juin 2014-mai 2015	Le Japon n'a manqué aucune occasion d'encourager des États autres que ceux visés à l'annexe 2, en particulier quelques pays d'Asie, à signer ou à ratifier le Traité lors de ses réunions bilatérales avec leurs représentants.	
Mexique	Juin 2014-mai 2015	Le Mexique a insisté sur le fait qu'il importait que les États autres que visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait signent et ratifient le Traité.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Norvège	Juin 2014-mai 2015	La Norvège a continué d'évoquer la question de la signature et de la ratification du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des États autres que ceux visés à l'annexe 2.	
Philippines	Juin 2014-mai 2015	Les Philippines n'ont manqué aucune occasion de promouvoir l'universalisation du Traité lors de ses réunions bilatérales avec des États autres que ceux visés à l'annexe 2.	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Juin 2014-mai 2015	Le Royaume-Uni a régulièrement évoqué des questions relatives au Traité, notamment à son entrée en vigueur et à son universalisation, lors de ses réunions bilatérales avec des États autres que ceux visés à l'annexe 2.	
Turquie	Juin 2013-mai 2015	La Turquie n'a pas manqué une occasion de promouvoir le Traité dans ses réunions bilatérales et a encouragé les États qui ne l'avaient pas encore fait, en particulier au Moyen-Orient et en Asie du Sud, à le signer et à le ratifier.	
Union européenne	Juin 2014-mai 2015	L'Union européenne a systématiquement évoqué des thématiques relatives au Traité dans ses dialogues politiques avec des pays qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité.	

2. Niveau multilatéral

2 a) Niveau mondial

Argentine	Juin 2014-mai 2015	<p>L'Argentine a participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour réaffirmer à un haut niveau sa volonté de promouvoir le Traité et de le voir entrer en vigueur rapidement ainsi que pour insister sur l'importance du Traité qui était un instrument indispensable pour garantir l'arrêt des essais nucléaires.</p> <p>Le Ministre des affaires étrangères de l'Argentine, Hector Timerman, qui est membre du Groupe des personnalités éminentes, a plaidé en faveur de l'entrée en vigueur rapide du Traité et de son</p>	
-----------	--------------------	--	--

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		universalisation et a recommandé à cet effet de prendre des mesures pour obtenir le soutien de la classe politique et de l'opinion publique.	
		L'Argentine a participé activement au processus prévu à l'article XIV et a approuvé des textes exhortant les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dès que possible.	
Arménie	Juin 2014-mai 2015	Le Président de l'Arménie s'est rendu à la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à Vienne, le 12 juin 2014. Lors de sa rencontre avec le Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire, il a salué le travail important que la Commission préparatoire continuait d'accomplir. Il a également fait part de la volonté de l'Arménie de continuer à développer sa coopération avec la Commission préparatoire et de se rendre utile par tous les moyens possibles.	
	Septembre-octobre 2014	L'Arménie a participé activement aux travaux de toutes les instances multilatérales pertinentes. L'Arménie a voté pour les résolutions de l'Assemblée générale à l'appui du Traité.	
Belgique	Juin 2014-mai 2015	La Belgique, à la fois à titre individuel et en tant que membre de l'Union européenne, a réaffirmé qu'elle appuyait le Traité et a rappelé l'importance qu'elle attachait à son entrée en vigueur rapide dans diverses instances internationales.	
	Septembre 2014	La Belgique s'est associée à la Déclaration ministérielle commune sur le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, à New York, en septembre 2014.	
	Décembre 2014	La Belgique a soutenu l'adoption des résolutions de l'Assemblée générale demandant à tous les États de ratifier le Traité et s'est jointe aux auteurs de la résolution 69/81 de l'Assemblée générale.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Brésil	Juin 2014-mai 2015	Le Brésil a participé activement aux travaux de toutes les instances multilatérales pertinentes pour promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité ainsi que son universalisation.	
	Septembre 2014	Le Brésil s'est associé à la Déclaration ministérielle commune publiée à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre 2014.	
	Octobre 2014	Dans sa déclaration à la Première Commission lors de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, le Brésil a exhorté tous les États, en particulier ceux visés à l'annexe 2, à signer et à ratifier rapidement le Traité.	
	Décembre 2014	Le Brésil a voté pour la résolution 69/81 de l'Assemblée générale sur le Traité.	
Bulgarie	Juin 2014-mai 2015	La Bulgarie, à la fois à titre individuel et en tant que membre de l'Union européenne, a continué d'évoquer la question de la signature, de la ratification et de l'entrée en vigueur rapide du Traité dans les instances internationales pertinentes, notamment l'Assemblée générale et la Conférence du désarmement.	
	Septembre 2014	La Bulgarie a participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	
	Septembre-décembre 2014	La Bulgarie s'est jointe aux auteurs de la résolution 69/81 de l'Assemblée générale.	
Costa Rica	Juin 2014-mai 2015	Le Costa Rica a évoqué la question de la non-prolifération et du désarmement nucléaires, dont l'entrée en vigueur rapide du Traité, lors de diverses manifestations et dans diverses instances multilatérales, notamment lors de la commémoration de la première Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, en septembre 2014, de la Conférence de Vienne sur les incidences humanitaires des	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		armes nucléaires, en décembre 2014, et de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015.	
	Septembre 2014	Le Costa Rica a participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre, et s'est associé à la Déclaration ministérielle commune. Par ailleurs, le Costa Rica a apporté des contributions de fond lors des débats sur la Déclaration.	
Émirats arabes unis	Septembre 2014	Les Émirats arabes unis ont souligné leur appui à l'universalisation du Traité dans une affiche de l'exposition qu'ils ont organisée durant la cinquante-huitième Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique.	
		Les Émirats arabes unis ont participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York.	
	Novembre 2014	Les Émirats arabes unis se sont joints à un groupe d'observation de haut niveau lors du plus grand exercice d'inspection que la Commission préparatoire ait mené en Jordanie, à savoir l'inspection expérimentale intégrée de 2014.	
	Janvier 2015	Les Émirats arabes unis ont accueilli de hauts responsables de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement à l'occasion d'une réunion consacrée à la promotion de l'universalisation du Traité.	
	Avril-mai 2015	Les Émirats arabes unis ont soutenu l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité et ont soumis avec d'autres un document de travail à l'appui de ces objectifs à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Espagne	Septembre 2014	L'Espagne s'est associée à la Déclaration ministérielle commune publiée à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre 2014.	
	Décembre 2014	L'Espagne s'est jointe aux auteurs des résolutions 69/52 et 69/81 adoptées à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.	
Fédération de Russie	Juin 2014-mai 2015	<p>La Fédération de Russie a continué de promouvoir le Traité durant les préparatifs de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015. La Fédération de Russie a également tenu à souligner systématiquement le rôle du Traité aux Nations Unies et dans d'autres instances multilatérales. La Fédération de Russie s'est jointe aux auteurs de la résolution 69/81 à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.</p> <p>La délégation de la Fédération de Russie a participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a appuyé la Déclaration ministérielle commune. Par ailleurs, la Fédération de Russie a pris des mesures concrètes en faveur de la mise en œuvre du plan d'action relatif au Traité adopté le 27 septembre 2013 à la huitième conférence organisée en application de l'article XIV et a participé activement aux préparatifs de la neuvième conférence organisée en application de l'article XIV, prévue le 29 septembre 2015.</p> <p>Sur la base de son accord avec la Commission préparatoire sur la mise en place du système de surveillance international prévu par le Traité, la Fédération de Russie a poursuivi les travaux, en voie d'achèvement, relatifs à la création de son segment national du système de surveillance international (26 des 32 installations prévues ont</p>	

État/entité	Date/période	Activités et contextes	Observations
		<p>été mises en service). La Fédération de Russie a également poursuivi les travaux relatifs à la conception et à la mise en service du détecteur performant de gaz rares et de radionucléides, un prototype dont les caractéristiques techniques peuvent servir d'exemple pour les installations du système de surveillance international.</p> <p>La Fédération de Russie a activement participé aux préparatifs et à l'exécution de l'inspection expérimentale intégrée en Jordanie en 2014 et a estimé que la réussite de cet exercice était un argument de plus à l'appui d'une entrée en vigueur rapide du Traité. Des experts de la Fédération de Russie y ont participé.</p>	
Finlande	Juin 2014-mai 2015	La Finlande a, en tant que membre du Groupe des pays amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, coorganisé la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires tenue en marge de l'Assemblée générale et a fait une déclaration en faveur du Traité.	
France	Juin 2014-mai 2015	<p>En tant que membre du Groupe des Sept, la France a appuyé les démarches faites auprès d'États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité pour les encourager à le faire dès que possible.</p> <p>La France a appuyé les efforts déployés par l'Union européenne pour promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité et son universalisation, notamment au travers de la mise en œuvre des décisions du Conseil européen sur le soutien de l'Union européenne aux activités de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ainsi que la déclaration faite par l'Union européenne en faveur du Traité lors de la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.</p>	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		La France a soutenu sans réserve le Groupe des personnalités éminentes créé pour promouvoir le Traité dans les États visés à l'annexe 2. Le membre français du Groupe a participé aux travaux du Groupe.	
	Février 2015	La France a évoqué des questions de ratification à la Conférence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité tenue à Londres et a appuyé les commentaires faits sur l'entrée en vigueur du Traité dans la déclaration publiée à l'issue de la Conférence.	
	19 février 2015	Le Président de la France, François Hollande, a affirmé dans un discours sur la dissuasion nucléaire que l'outil diplomatique et la politique étrangère de la France restaient pleinement mobilisés en faveur de l'entrée en vigueur aussi rapide que possible du Traité.	
Grèce	Juin 2014-mai 2015	La Grèce a réaffirmé son appui au Traité et l'importance qu'elle attachait à son entrée en vigueur prévue de longue date dans diverses instances internationales.	
	Septembre 2014	Le Vice-Ministre des affaires étrangères de la Grèce a participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, et la Grèce s'est associée à la Déclaration ministérielle commune, appelant à la signature et à la ratification du Traité.	
Hongrie	Juin 2014-mai 2015	En tant que membre du Groupe des Dix de Vienne, la Hongrie a participé à la rédaction du document de travail portant notamment sur le Traité en vue de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015. La Hongrie a également pris part à des activités visant à convaincre d'autres États de s'associer à ce document.	

État/entité	Date/période	Activités et contextes	Observations
	Septembre 2014	En sa qualité de coordonnateur du processus prévu à l'article XIV, la Hongrie a, avec le Groupe des pays amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, participé à l'organisation de la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre 2014, ainsi qu'à la rédaction de la Déclaration ministérielle commune publiée à l'issue de la réunion et aux activités organisées par le Groupe des pays amis pour convaincre d'autres États de s'associer à ce texte.	
	Avril-mai 2015	En avril 2015, les préparatifs de l'organisation d'un déjeuner informel à l'intention des membres du Groupe des personnalités éminentes à la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York ont débuté. Ce déjeuner a été organisé en vue de faire le point sur les activités du Groupe depuis sa création et de discuter de l'ordre du jour des réunions du Groupe prévues en 2015. La Hongrie s'est associée à un document de travail sur le Traité préparé en vue de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015 par les coordonnateurs sortants et entrants du processus prévu à l'article XIV, le Président de la Commission préparatoire et l'Australie, qui copréside le Groupe des pays amis du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	
Indonésie	8 mai 2014 ^c	Le Représentant permanent de l'Indonésie auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Vienne a participé à la table ronde sur la perspective de l'entrée en vigueur du Traité organisée dans le cadre du Forum académique de l'organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires où il a représenté son pays en sa qualité de coordonnateur du processus prévu à l'article XIV.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
	4 septembre 2014	Le Représentant permanent de l'Indonésie à Vienne a insisté sur l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et de son universalisation dans son exposé à la Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement tenue à Bruxelles.	
	26 septembre 2014	Le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a assisté à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a fait une déclaration en sa qualité de Président de la conférence organisée en application de l'article XIV dans laquelle il a insisté sur l'importance de l'entrée en vigueur rapide du Traité et de son universalisation.	
Italie	Juin 2014-mai 2015	En tant qu'État membre de l'Union européenne, l'Italie a appuyé toutes les déclarations, politiques, prises de position, initiatives et contributions financières de l'Union européenne en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité.	
	Juin 2014-octobre 2014	Ministre des affaires étrangères de l'Italie jusqu'en octobre 2014, Federica Mogherini a siégé en cette qualité au Groupe des personnalités éminentes, qui a appuyé les efforts déployés pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité et pris des initiatives en complément de ces efforts.	
	26 septembre 2014	L'Italie a assisté à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. M ^{me} Mogherini y a pris la parole au nom de l'Union européenne et du Conseil de l'Union européenne dont l'Italie assumait à ce moment-là la présidence et a fait part de la volonté de l'Union européenne de progresser sur la voie de l'entrée en vigueur du Traité. M ^{me} Mogherini a également insisté sur le soutien financier continu de l'Union européenne à la Commission préparatoire, notamment par le biais d'importantes contributions volontaires. L'Italie s'est par ailleurs associée à la Déclaration ministérielle commune appelant à l'entrée en vigueur du Traité.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
	Mars 2015	Le Ministère des affaires étrangères de l'Italie a, avec l'Accademia Nazionale dei Lincei et le Centre commun de recherche de la Commission européenne, organisé sur le thème de la coopération internationale au service du renforcement de la sécurité et de la sûreté nucléaires et de la non-prolifération la dix-neuvième Conférence Edoardo Amaldi qui a été en partie été consacrée au Traité et à son universalisation.	
Japon	Septembre 2014	Le Ministre des affaires étrangères, Fumio Kishida, a présidé la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a exhorté dans ses remarques liminaires les États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité à prendre de leur propre chef des mesures pour le faire rapidement.	
	Octobre-décembre 2014	Le Japon s'est joint aux auteurs de la résolution 69/52 de l'Assemblée générale intitulée « Unité d'action pour l'élimination totale des armes nucléaires ». Dans cette résolution, l'Assemblée générale a exhorté tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dans les meilleurs délais en vue de sa prompte entrée en vigueur et de son universalisation. Cette résolution a été adoptée à une majorité écrasante des voix.	
	Janvier-mars 2015	Le Japon a invité des experts en sismologie originaires de pays en développement, dont plusieurs visés à l'annexe 2, à la formation annuelle de l'Agence japonaise de coopération internationale sur l'observation sismologique mondiale et son application dans la technologie de suivi des essais nucléaires.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Mexique	Juin 2014-mai 2015	Le Mexique s'est employé à promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité et a insisté sur l'importance d'un renforcement du régime de vérification du Traité dans diverses instances multilatérales.	
	Décembre 2014	Le Mexique a été, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, à l'origine de la résolution 69/81 de l'Assemblée générale, qui a souligné l'importance de l'universalisation du Traité et de son entrée en vigueur rapide. Par ailleurs, le Mexique s'est joint aux auteurs de la résolution sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	La résolution 69/81 a été adoptée par 179 voix contre une (République populaire démocratique de Corée), avec 3 abstentions.
Mongolie	Septembre 2014	La Mongolie s'est associée à la Déclaration ministérielle commune publiée à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	
	Mars 2015	Lors du débat de haut niveau de la Conférence du désarmement, le Ministre des affaires étrangères de la Mongolie a exhorté tous les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à ratifier rapidement le Traité.	
Norvège	Juin 2014-mai 2015	<p>La Norvège a fourni un appui technique et financier à l'initiative de développement des capacités de la Commission préparatoire, dans le cadre de laquelle des formations couvrant tous les aspects du Traité et de son régime de vérification ont été proposées gratuitement.</p> <p>La Norvège a contribué volontairement au projet pilote mené par la Commission préparatoire pour faciliter la participation d'experts originaires de pays en développement aux réunions techniques de la Commission préparatoire.</p>	

État/entité	Date/période	Activités et contextes	Observations
		<p>La Norvège a participé activement aux activités du Groupe de travail B de la Commission préparatoire, qui est chargé de mettre en œuvre le régime de vérification du Traité pour préparer son entrée en vigueur. Des représentants du Réseau sismique norvégien ont contribué aux travaux du Groupe, notamment à titre de conseillers de la présidence.</p>	
	Septembre 2014	<p>Le Ministre des affaires étrangères de la Norvège a participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre 2014. La Norvège s'est également associée à la Déclaration ministérielle commune.</p>	
	Septembre-décembre 2014	<p>La Norvège a appuyé les résolutions de l'Assemblée générale demandant à tous les États de ratifier le Traité et a relayé cette demande dans ses déclarations à l'Assemblée, durant les réunions de l'Agence internationale de l'énergie atomique et dans diverses instances multilatérales concernées par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.</p>	
	Octobre 2014	<p>Dans sa déclaration à la Première Commission, à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, la Norvège a affirmé que l'entrée en vigueur du Traité renforcerait grandement le régime de non-prolifération et a dit espérer que de nouvelles mesures seraient prises pour que le Traité entre en vigueur.</p>	
	Janvier-mai 2015	<p>En tant que membre du Groupe des Dix de Vienne, la Norvège a coprésenté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015 un document de travail exhortant tous les États, en particulier ceux visés à l'annexe 2, qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité sans tarder et à en reconnaître la valeur pour la sécurité régionale et internationale.</p>	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Pérou	Septembre 2014	Le Pérou s'est associé à la Déclaration ministérielle commune publiée à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre 2014.	
Philippines	Juin 2014-mai 2015	Les Philippines ont plaidé en faveur de l'entrée en vigueur et de l'universalisation du Traité dans leurs déclarations et interventions nationales dans les instances multilatérales concernées.	
	Septembre 2014	Les Philippines se sont associées à la Déclaration ministérielle commune publiée à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue en marge de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Juin 2014-mai 2015	Le Royaume-Uni a pleinement appuyé tous les efforts déployés par l'Union européenne pour promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité. Le Royaume-Uni a appuyé une démarche entreprise par le groupe des directeurs de la non-prolifération du Groupe des Sept sous la direction de l'Allemagne pour promouvoir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité et a contribué à la préparer.	
	Septembre 2014	Le Royaume-Uni a assisté à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	
	Octobre 2014	Le Royaume-Uni s'est joint aux auteurs d'une résolution visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité qui a été présentée à la Première Commission, lors de la soixante-neuvième Assemblée générale.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		Le Royaume-Uni a fait une déclaration à la Première Commission lors de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale pour promouvoir l'entrée en vigueur du Traité.	
	Février 2015	Le Royaume-Uni a abordé des questions de ratification avec la Chine et les États-Unis à la Conférence des cinq membres permanents du Conseil de sécurité tenue à Londres et a réaffirmé son attachement à l'entrée en vigueur et à l'universalisation du Traité dans la déclaration publiée à l'issue de la Conférence.	
Saint-Siège	Septembre 2014	À la cinquante-huitième session de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, le Saint-Siège a déclaré soutenir l'initiative relative aux incidences humanitaires de l'usage des armes nucléaires, précisant que l'entrée en vigueur du Traité et l'aboutissement à un résultat global lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015 seraient des étapes essentielles dans cette voie.	
		Le Saint-Siège a exhorté les gouvernements et les experts scientifiques travaillant dans le domaine de la défense militaire à œuvrer avec conviction au désarmement nucléaire, compte tenu de toutes les possibilités, dans le respect des droits fondamentaux de tous les peuples, dans un esprit de confiance mutuelle, lors de négociations ouvertes et sincères, toutes les parties honorant leurs obligations.	
	Octobre 2014	Le Saint-Siège a participé activement aux réunions de la Première Commission lors de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale et a exhorté tous les États à signer et à ratifier le Traité sans plus attendre, précisant qu'il s'agissait d'une pierre angulaire du régime international de désarmement et de non-prolifération nucléaires.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
	Décembre 2014	<p>Dans le message qu'il a adressé au Ministre fédéral de l'Europe, de l'intégration et des affaires étrangères de l'Autriche et Président de la Conférence de Vienne sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, Sa Sainteté le pape François a écrit : « Les armes nucléaires sont un problème mondial, qui affecte toutes les nations, et qui ont un impact sur les générations futures, comme sur la planète qui est notre monde. Il faut une éthique globale si nous voulons réduire la menace nucléaire et travailler pour le désarmement nucléaire. » Sa Sainteté a ajouté que la dissuasion nucléaire et la menace de destruction réciproque assurée ne pouvaient pas être la base d'une éthique de la fraternité et de la coexistence pacifique entre les peuples et les États et qu'il était temps de combattre la logique de la peur par l'éthique de la responsabilité, afin de favoriser un climat de confiance et de dialogue sincère.</p> <p>À la même réunion, l'Observateur permanent du Saint-Siège à l'Office des Nations Unies et délégué permanent auprès d'autres organisations internationales à Genève, Mgr Silvano Tomasi, a affirmé qu'il était raisonnable d'imaginer un monde où plus personne n'aurait d'armes nucléaires. Dans ce contexte, il a rappelé que le Traité était l'une des étapes positives qui avaient été faites dans cette voie.</p>	
	Février 2015	<p>Concernant la Conférence organisée pour faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en 2015, le Saint-Siège s'est joint à d'autres États qui avaient ratifié le Traité pour envoyer une lettre au Secrétaire général lui demandant de convoquer une conférence en application de l'article XIV, paragraphe 3, du Traité.</p>	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Singapour	Septembre 2014	Singapour a assisté à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue à New York le 26 septembre 2014.	
	Décembre 2014	Singapour a voté pour les résolutions 69/52 et 69/81 de l'Assemblée générale plaidant, entre autres, en faveur de l'entrée en vigueur du Traité et s'est joint à leurs auteurs.	
Suisse	Juin 2014-mai 2015	La Suisse a plaidé en faveur de l'entrée en vigueur du Traité dans toutes ses déclarations dans des instances pertinentes.	
	Décembre 2014	La Suisse a voté pour la résolution 69/81 de l'Assemblée générale plaidant en faveur de l'entrée en vigueur du Traité.	
	Avril-mai 2015	La Suisse a participé à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015 et a fait remarquer que le Traité n'était toujours pas entré en vigueur.	
Turquie	Juin 2013-mai 2014 ^d	La Turquie a continué de promouvoir le Traité lors de réunions multilatérales pertinentes, en particulier à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale et à la huitième conférence organisée en application de l'article XIV, tenue à New York le 27 septembre 2013, et a exhorté les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité.	
	Juin 2013-mai 2015	La Turquie a plaidé en faveur de l'entrée en vigueur et de l'universalisation du Traité en différentes occasions lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015, tant en son nom qu'avec les autres membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		La Turquie a contribué volontairement au projet pilote mené par la Commission préparatoire pour faciliter la participation d'experts originaires de pays en développement aux réunions techniques de la Commission préparatoire.	
	Juin 2014-mai 2015	La Turquie a continué de promouvoir le Traité durant les réunions multilatérales pertinentes, en particulier à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, et a demandé que les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait signent et ratifient le Traité. La Turquie a également participé à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tenue le 26 septembre 2014. La Turquie s'est associée à la Déclaration ministérielle commune publiée à la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour exprimer son appui résolu à l'entrée en vigueur rapide du Traité.	
Ukraine	Juin 2014-mai 2015	L'Ukraine a insisté sur l'importance de l'entrée en vigueur du Traité dans les instances internationales pertinentes. L'universalisation du Traité est restée au programme de la politique étrangère de l'Ukraine.	
Union européenne	Juin 2014-mai 2015	L'Union européenne a contribué aux travaux du Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et a fait des déclarations durant les réunions de la Commission préparatoire et de ses groupes de travail.	
	Septembre 2014	L'Union européenne a évoqué la question du Traité dans sa déclaration sur la République populaire démocratique de Corée à la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tenue à Vienne du 15 au 19 septembre 2014.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		L'Union européenne a rappelé ses priorités politiques (à savoir soutenir l'entrée en vigueur et l'universalisation du Traité) lors de la septième réunion ministérielle d'appui au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de la séance plénière informelle de l'Assemblée générale marquant la Journée internationale contre les essais nucléaires.	
	Novembre 2014	L'Union européenne a évoqué la question du Traité dans sa déclaration sur la République populaire démocratique de Corée à la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tenue à Vienne les 20 et 21 novembre 2014.	
	Décembre 2014	Le fait que les États membres se soient collectivement joints aux auteurs de la résolution 69/81 de l'Assemblée générale et qu'ils aient voté pour ce texte témoigne de l'appui vigoureux de l'Union européenne au Traité.	
	Mars 2015	L'Union européenne a évoqué la question du Traité dans sa déclaration sur la République populaire démocratique de Corée à la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, tenue à Vienne du 2 au 6 mars 2015.	
	Mai 2015	L'Union européenne a soumis un document de travail (NPT/CONF.2015/WP.50) à l'appui du Traité et de son régime de vérification à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2015.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
2 b) Niveau régional			
Argentine	Juin 2014-mai 2015	L'Argentine a promu la ratification et l'entrée en vigueur rapide du Traité au sein de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et a appuyé les déclarations de celle-ci demandant aux États de ne manquer aucune occasion d'insister sur la nécessité d'une entrée en vigueur rapide du Traité et sur l'importance de son universalisation.	
Belgique	Juin 2014-mai 2015	En tant que membre de l'Union européenne, la Belgique a pleinement soutenu toutes les déclarations, prises de position et contributions de l'Union européenne à l'appui du Traité.	
Brésil	Juin 2014-mai 2015	<p>Le Brésil s'est activement engagé au sein de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes pour promouvoir l'universalisation du Traité.</p> <p>Le Brésil a appuyé les déclarations faites en différentes occasions par la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes et les États membres de l'Union des nations de l'Amérique du Sud pour insister sur l'importance d'une entrée en vigueur rapide du Traité et exhorter tous les États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à signer et à ratifier le Traité dans les meilleurs délais.</p> <p>Le Brésil a appuyé la déclaration spéciale publiée le 29 janvier 2015 par la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes sur la nécessité d'un monde sans arme nucléaire, qui a exhorté tous les États, en particulier ceux visés à l'annexe 2, à signer et à ratifier le Traité sans délai.</p>	Le Brésil a continué de plaider en faveur d'une ratification du Traité par tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes.

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Bulgarie	Juin 2014-mai 2015	En tant que membre de l'Union européenne, la Bulgarie a soutenu l'application des décisions du Conseil européen à l'appui du système et des capacités de vérification et de surveillance de la Commission préparatoire et d'autres activités menées par l'Union européenne pour promouvoir le Traité et son entrée en vigueur rapide.	
Costa Rica	Juin 2014-mai 2015	Le Costa Rica s'est employé à promouvoir la signature et la ratification du Traité par tous les États d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier par le biais de sa participation, en tant que chef de file, aux activités de l'Agence pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et de son action à la présidence de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes en 2014, notamment la négociation et l'adoption de la déclaration spéciale sur la nécessité d'un monde sans arme nucléaire adoptée au troisième sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à Belén, au Costa Rica, en janvier 2015. Dans cette déclaration spéciale, les chefs d'État et de gouvernement ont demandé l'entrée en vigueur du Traité, ont exhorté les États visés à l'annexe 2 qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité à accélérer le processus de signature et de ratification et ont affirmé que tous les États devaient s'abstenir de procéder à des explosions expérimentales d'armes nucléaires, à toute autre explosion nucléaire ou à tout autre type d'expérimentation non explosive, y compris des essais sous-critiques, car ces agissements étaient contraires à l'objectif, aux buts et à l'esprit du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.	
Finlande	Juin 2014-mai 2015	En tant que membre de l'Union européenne, la Finlande a continué de soutenir pleinement les déclarations, prises de position et contributions de l'Union européenne à l'appui du Traité.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
France	Juin 2014-mai 2015	En tant que membre du Groupe des Sept, la France a appuyé les démarches faites auprès des États qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité pour les encourager à le faire dans les meilleurs délais.	
Hongrie	Janvier 2015	À l'occasion du vingt-quatrième Sommet de l'Union africaine, tenu à Addis-Abeba, la Hongrie a, en sa qualité de coordonnateur du processus prévu à l'article XIV, adressé une lettre signée de son ministre des affaires étrangères et du commerce aux Ministres des affaires étrangères des États d'Afrique qui n'avaient pas encore signé ou ratifié le Traité pour promouvoir la ratification et l'entrée en vigueur rapide du Traité.	
Indonésie	Juin 2014-mai 2015	L'Indonésie a insisté sur l'importance de l'entrée en vigueur rapide et de l'universalisation du Traité lors de diverses réunions de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, en vue essentiellement d'obtenir que le Traité soit ratifié par les 10 États membres.	
	Mai 2014 ^e	La Conférence régionale des États d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient a eu lieu à Jakarta, en Indonésie. Dans ses remarques liminaires à l'ouverture de la Conférence, le Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie a déclaré qu'il était urgent que le Traité entre en vigueur et a insisté sur l'importance de son universalisation.	
	8 août 2014	Durant la réunion de la Commission de la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, tenue au Myanmar le 8 août 2014, l'Indonésie a encouragé la ratification du Traité et a fait la déclaration suivante :	

État/entité	Date/période	Activités et contextes	Observations
Japon	Mai 2014	<p>« L'Indonésie souhaiterait pour sa part insister sur deux éléments du plan d'action, Monsieur le Président. Le premier consiste à promouvoir la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Monsieur le Président, vous n'êtes pas sans savoir que la Hongrie et l'Indonésie coprésident les efforts déployés dans le monde pour favoriser l'entrée en vigueur rapide du Traité. L'Indonésie souhaiterait utiliser ce forum pour encourager les deux derniers pays de l'ASEAN qui n'ont pas encore ratifié le Traité à se livrer au processus de ratification. Je suis convaincu que c'est plus une question de procédure que de fond. Ce serait une avancée tout à fait constructive que d'obtenir que les 10 États membres de l'ASEAN comptent parmi les pays ayant ratifié le Traité durant la coprésidence de l'Indonésie. »</p> <p>Le Vice-Ministre principal des affaires étrangères du Japon, Nobuo Kishi, a participé à la Conférence régionale des États d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient, tenue à Jakarta du 19 au 21 mai 2014, et y a fait un discours sur l'importance du Traité pour la sécurité dans le monde et dans la région de l'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient.</p>	
Mexique	Juin 2014-mai 2015	<p>Le Mexique a continué de promouvoir l'entrée en vigueur rapide du Traité à l'échelle régionale. Le Mexique a approuvé la déclaration spéciale de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes sur la nécessité d'un monde sans arme nucléaire, qui a souligné l'importance de la signature et de la ratification du Traité.</p>	
	Juillet 2014	<p>C'est au Mexique qu'a eu lieu la première édition de l'université d'été sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires et des questions relatives au Traité pour les diplomates de l'Amérique latine et des Caraïbes.</p>	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Mongolie	Juillet-août 2014	La Mongolie a organisé à Oulan-Bator un atelier régional pour les centres nationaux de données d'Asie de l'Est qui a été couronné de succès.	
Norvège	Juin 2014-mai 2015	La Norvège a soutenu un projet de coopération trilatérale en faveur du renforcement des capacités relatives au Traité entre le Réseau sismique norvégien, l'Institut de sismologie du Kirghizistan et l'Institut de recherche géophysique du Kazakhstan. Ce projet a été mis en œuvre pour soutenir le centre de formation créé à Almaty en 2010 dans le cadre d'un projet précédent qui avait également bénéficié de l'appui de la Norvège. Des experts des cinq pays d'Asie centrale ont suivi des cours d'un mois sur les aspects techniques de la vérification qui comportaient entre autres un important volet de formation pratique. Ce projet a également consisté à apporter un soutien au centre national de données du Kirghizistan, à Bichkek, notamment sous la forme de formations techniques, de logiciels et de matériel informatique. Il est prévu que ce projet dure jusqu'en 2015.	
	Septembre 2014	Le Ministre des affaires étrangères a assisté à l'inauguration de la station infrasonore IS37 à Bardufoss, pour marquer le fait que la Norvège avait terminé sa part du système de surveillance international du Traité. Les six stations situées sur le territoire norvégien ont été certifiées et transmettent des données au Centre international de données à Vienne.	
Pérou	Janvier 2015	Au troisième sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, tenu au Costa Rica les 28 et 29 janvier 2015, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté la déclaration spéciale de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes sur la nécessité d'un monde sans arme nucléaire, dans laquelle les États ont rappelé l'importance d'une entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et ont exhorté les États visés à	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
		l'annexe 2, dont la ratification était indispensable à l'entrée en vigueur du Traité, à accélérer le processus de signature et de ratification.	
Philippines	Juin 2014-mai 2015	Les Philippines ont plaidé en faveur de l'entrée en vigueur et de l'universalisation du Traité dans leurs déclarations et interventions nationales dans les instances régionales pertinentes.	
Roumanie	Juin 2014	Le stage régional de formation « Renforcement des capacités des centres nationaux de données : Consultation et analyse des données du système de surveillance international et Produits du Centre international de données » organisé dans le cadre de l'action commune V de l'Union européenne a eu lieu du 23 au 27 juin 2014 en Roumanie, à l'Institut national de recherche et de développement en physique de la Terre. Ce stage avait essentiellement pour objectif de renforcer et d'améliorer les capacités des centres nationaux de données, d'amener les participants à comprendre le rôle des centres nationaux de données dans le régime de vérification et de leur dispenser une formation théorique et pratique dans le domaine de l'analyse des données du système de surveillance international et de l'utilisation des produits du Centre international de données.	Des représentants de l'Arménie, de l'Autriche, du Brésil, du Chili, de la Fédération de Russie, de la Lituanie, de la Malaisie, de la Mongolie, de la République de Moldova, de la Roumanie, de la Serbie, de la Thaïlande et du Viet Nam y ont participé.
Singapour	Mai 2014 ^f	Singapour a assisté à la Conférence régionale des États d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient, tenue à Jakarta du 19 au 21 mai 2014.	
Turquie	Juin 2013-mai 2015	À l'échelle régionale, la Turquie n'a pas manqué une occasion de promouvoir le Traité et de rappeler l'importance de son entrée en vigueur rapide.	

<i>État/entité</i>	<i>Date/période</i>	<i>Activités et contextes</i>	<i>Observations</i>
Union européenne	Juillet 2014	L'Union européenne a évoqué la nécessité de voir le Traité ratifié par les huit États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait à la réunion intersessions du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sur la non-prolifération et le désarmement, tenue à Tokyo les 8 et 9 juillet 2014.	
	Décembre 2014	Par la décision 2014/861/CFSP du Conseil en date du 1 ^{er} décembre 2014, l'Union européenne a prolongé de 12 mois la période arrêtée dans la décision 2012/699/CFSP en date du 13 novembre 2012 pour permettre la mise en œuvre des autres parties des projets à l'appui du Traité et de son régime de vérification.	
	Avril 2015	L'Union européenne a évoqué la nécessité de voir le Traité ratifié par les huit États visés à l'annexe 2 qui ne l'avaient pas encore fait durant l'événement de haut niveau organisé en marge de l'atelier intitulé « Exercice intégré 2014 visant à mener une inspection sur place : compte rendu et prochaines étapes », tenu à Ramat-Gan, en Israël, du 12 au 16 avril.	

^a Le présent rapport porte sur les activités visant à promouvoir l'entrée en vigueur du Traité qui ont été achevées (et non sur les activités en cours ou prévues).

^b La période considérée dans le rapport de la Turquie va de juin 2013 à mai 2014. Le rapport initial reçu en 2014 a été omis par erreur.

^c Bien que cette activité ait été menée en dehors de la période considérée dans le présent rapport, elle y figure, car elle a eu lieu après le délai de soumission de la Commission préparatoire en 2014.

^d La période considérée dans le rapport de la Turquie va de juin 2013 à mai 2014. Le rapport initial reçu en 2014 a été omis par erreur.

^e Bien que cette conférence ait eu lieu en dehors de la période considérée dans le présent rapport, elle y figure, car elle a eu lieu après le délai de soumission de la Commission préparatoire en 2014.

^f La Conférence régionale de Jakarta n'a pas été évoquée dans le rapport précédent de Singapour qui rend compte de la période allant de juin 2013 à mai 2014, car elle a eu lieu après le délai de soumission de la Commission préparatoire en 2014.